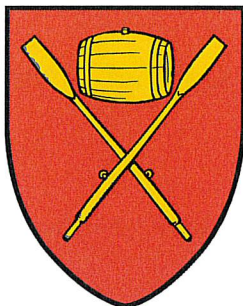

Buchillon



**Commune de BUCHILLON
CONSEIL COMMUNAL**

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE
DU CONSEIL COMMUNAL DE
BUCHILLON
PV3/2025**

Mardi 7 octobre 2025
Présidé par Beat Schmied

Maison de commune

ORDRE DU JOUR :

1. Appel
2. Acceptation de l'ordre du jour
3. Acceptation du procès-verbal de la séance du 17 juin 2025
4. Assermentation d'un nouveau conseiller au Conseil communal
5. Communications du Président
6. Communications de la Municipalité
7. Préavis municipal N°07/2025 relatif à l'affectation des fonds de réserves existants et aux règlements des fonds dès 2026 suite à l'introduction de MCH2 au 1er janvier 2026
 - Rapport de la Commission des finances
8. Préavis municipal N°08/2025 relatif à l'arrêté d'imposition pour l'année 2026
 - Rapport de la Commission des finances
9. Divers et propositions individuelles

Le Président souhaite la bienvenue aux membres du Conseil et de la Municipalité, il salue le public présent ainsi que la presse.

1. Appel

La Secrétaire procède à l'appel et relève 20 conseillers présents (le Président non compris).

Conseillers et conseillères excusé-e-s sont 6 : Claire Bory, Geoffroy Ganshof, André Monnard, Jeanny Perrin, Jack Pulcrano, Laetitia Soubies

Conseillers absents sont 2 : Benno Hirt, Shai Sorek

2. Acceptation de l'ordre du jour

Le Président passe au vote sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

3. Acceptation du procès-verbal de la séance du 17 juin 2025

Le Président passe au vote sur l'ordre du jour.

Le procès-verbal est accepté à une forte majorité avec 2 abstentions.

4. Assermentation d'un nouveau conseiller au Conseil communal

Beat Schmied : Romain du Gardier qui devait être assermenté ce soir renonce à être conseiller communal, faute de temps. Le prochain candidat sur la liste des suppléants est Julien Martinet. Je vais le contacter prochainement.

5. Communications du Président

Beat Schmied : Nous avons organisé avec la Municipalité, une assemblée communale le 23 septembre dernier dans la salle du Conseil dont vous aviez reçu l'invitation. L'objectif était d'informer la population sur les votations communales prévues pour le printemps prochain.

Malheureusement, l'intérêt des personnes récemment installées à Buchillon a été très limité. Il est donc important que les membres du Conseil contribuent à motiver les habitants à s'intéresser davantage à la vie politique de notre Commune.

6. Communications de la Municipalité

Jean-Pierre Mitard : J'informe que toutes les informations relatives aux élections communales 2026 sont disponibles sur le site Internet de la Commune, sous la rubrique Officielle. La présentation de la séance du 23 sera mise en ligne la semaine prochaine, un léger problème technique ayant retardé sa publication.

Les principales dates à retenir sont les suivantes : le dépôt des candidatures aura lieu du 1^{er} décembre 2025 au 12 janvier 2026 à 12h auprès de la Greffe. Le premier tour de scrutin se tiendra le 13 mars 2026 et le deuxième tour le 3 avril 2026. La présentation officielle des candidats à la Municipalité et au Conseil communal aura lieu le 20 janvier 2026 à 20h, selon des modalités analogues à celles des précédentes législatures. L'assermentation des nouvelles autorités est prévue le jeudi 18 juin 2026 à 18h, le lieu restant à confirmer.

Concernant les élections pour la Municipalité, dans le cas où il n'y aurait qu'une seule liste, l'ordre des noms sur cette liste sera établi selon l'ancienneté pour les sortants. Dans le cas où les municipaux seraient entrés en même temps à la Municipalité, le mieux élu au nombre de voix sera devant. Et pour les nouveaux candidats, toujours s'il n'y qu'une seule liste, ce sera par tirage au sort. Ce n'est pas par ce qu'on s'inscrit en premier qu'on est en haut de la liste ni par ordre alphabétique.

Pour le Conseil communal si une seule liste, qui sera disponible dès le 1^{er} décembre, l'ordre des noms sera également établi par tirage au sort, quel que soit le moment du dépôt des candidatures.

J'informe également que la Municipalité a examiné la question des rémunérations pour la prochaine législature. Après discussion, elle a décidé à l'unanimité de maintenir les montants actuels, jugés adéquats tant pour la Municipalité que pour le Conseil communal.

Pascal Mercier : J'ai deux points à communiquer.

Premièrement, j'ai le plaisir d'annoncer la renaissance du canapé forestier, reconstruit la semaine passée sous la conduite du regroupement forestier qui avait mandaté trois bûcherons pour effectuer les travaux. Ils ont été rejoints par plusieurs habitants et familles venus les aider dans une ambiance conviviale. Le canapé forestier est désormais à nouveau accessible. Son entretien sera assuré par l'association « Buchillon en forêt » qui veillera à son bon maintien au fil du temps.

Mon deuxième point concerne l'agrandissement du hangar communal et de la déchèterie. Plusieurs échanges ont eu lieu avec l'entreprise mandatée pour la conception du projet ainsi qu'avec le bureau de conseil en charge du suivi technique. Le dossier est désormais presque arrivé à bout touchant et devrait être transmis pour approbation d'ici la semaine prochaine.

Pierre-Frédéric Guex : J'ai trois communications.

En réponse au postulat Jan Krasnodebski intitulé « Sécurité pour les piétons », j'ai le plaisir d'annoncer que les travaux sont désormais terminés. La bande longitudinale

pour les piétons ainsi que les potelets prévus dans le préavis ont été installés et sont fonctionnels.

En ce qui concerne le chlorothalonil, une étude conjointe avec la commune d'Etoy a été demandée. Celle-ci devait être livrée d'ici la fin de l'année, nous n'avons encore rien reçu à ce jour mais vous aurez des nouvelles dès réception de celle-ci.

S'agissant de la régionalisation de la STEP, un dossier dont l'avancement est incertain et nous avons appris récemment que la commune d'Aubonne s'est retirée du projet, ce qui risque d'en compliquer la suite. Parallèlement et indépendamment de cette régionalisation, nous avons entrepris une réflexion avec les communes de St-Prex et Etoy afin d'examiner comment poursuivre notre collaboration dans le cadre des nouvelles normes à venir. Ces deux volets suivront leur cours et nous vous tiendrons informés.

Laurent Thérond : Pour ma part, j'ai six communications.

L'installation de bornes de réparation pour vélos le long des routes du TCS. Comme Buchillon se situe sur ces itinéraires, nous installerons d'ici la fin de l'année une borne à côté du collège sur une dalle en béton existante. La Commune financera un montant de CHF 1'250.- et le TCS assurera la maintenance pendant cinq ans. Il s'agit d'un équipement manuel destiné à promouvoir la mobilité douce.

Pour Pick-e-Bike, je n'ai pas encore les statistiques de la station près de l'église et de la chapelle mais je pourrai les fournir lors de la prochaine séance pour évaluer son utilisation. Plusieurs habitants se sont déjà déclarés satisfaits de cette installation.

Le préau du collège a été rénové pendant les vacances scolaires pour remplacer l'ancien couvert. L'installation a été légèrement retardée à cause d'une erreur de dimension du fournisseur mais la structure est maintenant en place avec un éclairage temporaire pour les matins sombres.

Depuis le début de l'année, 131 personnes ont demandé un abonnement demi-tarif, un chiffre similaire à l'an dernier, témoignant de l'intérêt pour la mobilité douce.

Le centenaire de la chapelle a été célébré les 13 et 14 septembre avec deux concerts du jeune virtuose Alexandre Resende et un culte ouvert à tous, rassemblant environ une centaine de participants sur les deux jours. La fréquentation a été notable par rapport aux statistiques habituelles de la chapelle.

Enfin, concernant le restaurant de l'Accent, fermé depuis mars, les négociations pour une ouverture le week-end avancent. Nous sommes en train de finaliser les accords avec les parties prenantes pour que tout le monde soit aligné sur le fonctionnement futur. Des repreneurs potentiels doivent encore confirmer leur intérêt et la situation reste en cours de traitement.

Lawrence Breitling : J'ai trois communications.

Du côté du PACom, nous sommes toujours dans l'attente d'un retour de la part du Canton pour son approbation. Dès que nous aurons des nouvelles, vous serez bien entendu informés.

Concernant le Plan Energie et Climat Communal (PECC) nous avons poursuivi le travail avec le bureau Eqlosion. Un rapport d'état des lieux est en cours de réalisation, prochainement il permettra de dresser le bilan carbone de la Commune et d'identifier les principaux leviers d'action. Ce rapport sera complété par un sondage en ligne destiné à la population. Ce sondage sera accessible depuis le site internet de la Commune, via un nouvel onglet nommé PECC, ainsi que par un code QR publié dans la prochaine Gazette.

La lutte contre le frelon asiatique se poursuit activement sur notre Commune. Des frelons ont été capturés, puis équipés de balises et relâchés, ce qui a permis de repérer plusieurs nids. À ce jour, quatre nids ont été découverts et détruits par Gérald Stalder et son équipe et deux autres sont en cours de localisation. Pour comparaison, seuls deux nids avaient été éradiqués l'an dernier. À St-Prex, on en compte déjà plus de vingt-cinq cette année et la saison des nids secondaires n'est pas encore terminée. Cette évolution montre bien la progression rapide de l'espèce sur notre territoire. Je tiens à remercier Gérald Stalder pour son engagement ainsi que les propriétaires qui ont collaboré lors des interventions. Grâce à leur aide la Commune peut agir efficacement pour limiter cette invasion.

7. Préavis municipal N°07/2025 relatif à l'affectation des fonds de réserves existants et aux règlements des fonds dès 2026 suite à l'introduction de MCH2 au 1er janvier 2026

Gabriel Mercier rapporte pour la Commission des finances.

Beat Schmied : Je remercie la Commission des finances pour son travail sur ce préavis compliqué. Le Bureau a reçu aujourd'hui vers 12h, une proposition d'amendement de Carl Kyril Gossweiler dont nous n'avons pas pu encore prendre position. Le beamer ne fonctionnant pas mais vous aller recevoir une copie de celui-ci.

Carl Kyril Gossweiler : Je regrette que le beamer n'ait pas fonctionné mais je remercie le Bureau d'avoir préparé des copies. Je félicite la Commission pour la qualité de son rapport et du préavis, je précise que je ne remets pas en cause le contenu du préavis.

Pour ma proposition d'amendement, il s'agit simplement de préciser que l'article 5 prévoit la dissolution des fonds et de leurs règlements mais il ne prévoit pas les petites modifications possibles, comme des ajustements, améliorations ou fusions. Il peut arriver, par exemple que le Canton modifie des appellations ou introduise de nouvelles règles dans la Loi sur les communes.

C'est donc un ajout d'article visant à donner un peu plus de souplesse à la Commune, au Conseil et à la Municipalité pour effectuer de petit changement sans devoir systématiquement repasser par le Canton.

Je ne l'ai évidemment pas inventé seul, j'en ai discuté avec plusieurs personnes travaillant sur le même sujet qui m'ont fait cette remarque. J'ai ensuite préparé un projet que j'ai transmis à Thierry Bornick au Canton. Il n'était pas entièrement d'accord, mais il a reconnu l'intérêt de la démarche. Après quelques échanges, j'ai ajusté le texte et il m'a finalement confirmé que la version actuelle était bonne. Il m'a même suggéré que cette idée pourrait s'appliquer à d'autres règlements comme celui du Conseil.

Si la proposition ne passe pas ce soir, je reviendrai probablement avec une version adaptée. C'est une proposition pour rendre le fonctionnement plus fluide et plus simple.

Beat Schmied : Vous pouvez peut-être lire votre formulation d'article ?

Carl Kyril Gossweiler lit sa proposition d'amendement. En pièce jointe au présent préavis.

Le Président ouvre la discussion.

François Gabella : Si j'ai bien pu comprendre à la lecture du préavis, aujourd'hui les règlements peuvent être modifiés par la Municipalité avec cette nouvelle mesure ?

Jean-Pierre Mitard : Pour répondre à votre question, aujourd'hui tous règlements peuvent être modifiés sur proposition de la Municipalité, par le Conseil communal, ceci sous la forme d'un préavis. Cela correspond à un article du règlement du Conseil communal. Honnêtement, je ne comprends pas le besoin de préciser des modifications du règlement, qu'elles soient simples ou formelles.

Je commence par le premier paragraphe, qui indique que le présent règlement peut être modifié par décision du Conseil communal à la majorité simple, sur proposition de la Municipalité ou d'une initiative du Conseil, conformément à la loi sur les communes. Je trouve cette précision inutile, car elle reprend ce qui existe déjà dans le règlement du Conseil. Cela ne remet pas en cause la conformité du texte mais cette mention me semble superflue.

Je précise également que les modifications purement formelles, telles que les corrections de forme, les ajustements de libellé ou les mises à jour de références légales, peuvent être effectuées par le Conseil communal sans procédure de préavis formel, sous réserve du respect du droit supérieur.

Je trouve que cette disposition paraît non seulement inutile, mais qu'elle peut prêter à confusion. Je rappelle que toute modification reste de toute façon soumise à l'examen des services compétents du Canton, ce qui rend cette précision aussi superflue. Je précise également que cette proposition est purement formelle et n'apporte qu'un juridisme excessif.

Les règlements tels qu'ils vous ont été présentés, comme l'a souligné la Commission des finances dans son rapport, ceci a déjà été pré-validés par le Canton. J'ai constaté que plusieurs modifications suggérées par le Canton ont été intégrées.

En clair, les règlements proposés dans le préavis sont conformes au droit supérieur et aux attentes du service des communes du Canton. Dès leur adoption par le Conseil, ils seront transmis cette semaine au Conseil d'État via le service des communes qui les connaît déjà et les validera. Je ne présage de rien au vu de comment ça traîne malheureusement avec le PACom.

Carl Kyril Gossweiler : J'adhère à tout ce que vient de dire Jean-Pierre Mitard. Vous avez raison les règlements ont été validés. C'est un ajout, ce n'est pas un changement.

J'ai mené un travail de réflexion en collaboration avec plusieurs personnes, puis j'ai soumis la proposition à Thierry Bornick qui ne l'a pas jugée inappropriée, estimant qu'elle pouvait apporter une certaine souplesse pour de petits ajustements. Je précise que cette proposition est soumise au Conseil qui est libre de l'accepter ou de la balayer. C'est ça la démocratie !

Jean-Pierre Mitard : J'aimerais juste vous dire une chose Carl Kyril Gossweiler, je considère que ce préavis, couvrant mes 14 années de Municipalité, est le plus complexe que j'ai eu à préparer ! J'y ai travaillé depuis le mois d'octobre de l'année dernière, d'abord avec le boursier puis avec l'organe de révision. J'estime y avoir consacré environ 80 heures. Si l'on souhaite ajouter des éléments superflus, libre à chacun mais cela reste inutile.

Carl Kyril Gossweiler : Chacun à son avis.

Beat Schmied : Nous allons poursuivre la discussion avec un nouvel intervenant.

Jean Gnaegi : Pour ces trois propositions, je rejoins notre Syndic sur le premier point. On peut modifier un règlement sur l'initiative du Conseil ou de la Municipalité, puis la Municipalité établit un règlement ou le modifie. Puis le Conseil le vote. Ce premier paragraphe n'apporte donc rien de nouveau.

Carl Kyril Gossweiler : On peut tracer ce premier point.

Jean Gnaegi : Pour le deuxième point, je considère qu'il est illégal. Le Conseil ne peut pas se prononcer sur un sujet qui n'a pas fait l'objet d'un préavis, à l'exception des amendements et encore, avec un garde-fou bien défini : si un certain nombre de conseillers s'y oppose ça ne passe pas et pareil si la Municipalité s'y oppose. Ça veut dire que, l'amendement ne peut pas être adopté afin d'éviter des décisions prises dans la précipitation et regrettées ensuite. En aucun cas, même pour des modifications formelles le Conseil ne peut statuer sans préavis.

Quant au troisième point, la procédure est déjà en vigueur. Finalement, les points 1 et 3 sont déjà conformes à la pratique actuelle, tandis que le point 2 me semble parfaitement illégal.

Monica McDonnell : Concernant les modifications formelles. Il n'existe pas de définition précise de ce qu'est une modification formelle. Il y a toujours ce débat pour savoir si une modification relève du formel ou pas. Pour moi, ce n'est pas clair. Si on change cela c'est pour le premier paragraphe ou le deuxième.

Beat Schmied : A présent, on va passer à la discussion sur le préavis, je remercie Carl Kyril Gossweiler pour sa proposition.

Carl Kyril Gossweiler : Merci de votre écoute.

Jean Gnaegi : J'ai trois demandes de précision, sans remettre quoi que ce soit en question. À la page 3, dans la classification entre patrimoine administratif et patrimoine financier, il est question des logements du personnel communal ainsi que du futur projet éventuel LUP. La Municipalité propose de les classer dans le patrimoine administratif plutôt que dans le patrimoine financier. Comme ces deux objets génèrent pourtant des rendements significatifs, je souhaite comprendre pourquoi ce choix a été fait et quels en sont les avantages pour la Commune ?

Jean-Pierre Mitard : Merci pour la question. Avant d'aborder les avantages, je vais expliquer pourquoi ce choix. Les deux logements des employés communaux sont dédiés au personnel de la Commune et situés en zone d'utilité publique. Dans la logique du modèle MCH2, ils relèvent du patrimoine administratif, indépendamment du rendement qu'ils peuvent générer. En clair, ces logements ne sont pas destinés à être loués à des tiers. Par exemple, lorsqu'un employé partira à la retraite, il devra libérer le logement pour qu'un autre employé communal l'occupe.

Concernant la parcelle 49, seule la partie destinée au projet LUP, qui pourrait devenir LADA qui est classée en patrimoine administratif. Le reste demeure dans une logique de rendement. Ce choix, suite d'échanges avec BDO et le Canton, découle du fait que la LUP relève de l'utilité publique, ce qui justifie sa classification dans le patrimoine administratif plutôt que financier.

Enfin, dans le cadre de la reclassification des réserves, le patrimoine administratif peut faire l'objet de fonds de préfinancement. Cela nous a semblé pertinent pour utiliser une partie de nos réserves au profit du projet LUP de la parcelle 49, avec une allocation prévue de CHF 500'000.- à cette réserve. En revanche, pour la partie de la parcelle 49 classée en patrimoine financier, aucune affectation n'est possible à ce jour. C'est ce raisonnement qui a motivé le choix du patrimoine administratif.

Jean Gnaegi : Merci pour ces explications. J'ai une deuxième demande, plutôt anecdotique, concernant toujours la répartition entre le patrimoine administratif et le patrimoine financier. Les actions de la CGN, qui ne rapportent rien, sont classées en patrimoine financier alors que les actions de la Romande Énergie qui rapportent sont classées au patrimoine administratif. Je pense que nous ne sommes pas la seule Commune à faire cela mais je trouve la situation un peu cocasse.

Jean-Pierre Mitard : En réalité, ce n'est pas le rendement qui motive ce classement. Les réflexions que nous avons menées concernant l'attribution de ces participations entre le patrimoine financier et le patrimoine administratif, qui visent à déterminer si

les actions que nous détenons sont liées ou non aux tâches régaliennes de la Commune.

En détail : Glacier 3000 relève du patrimoine financier. Valorsa est clairement du patrimoine administratif, puisqu'il s'agit du traitement des déchets. La Forestière suit la même logique, puisqu'il s'agit d'une tâche directement liée aux activités propres de la Commune, d'autant plus que nous sommes propriétaires de parcelles forestières. Cridec, à nouveau c'est du patrimoine administratif puisqu'il s'agit aussi du traitement des déchets.

Un des deux points soulevés par Jean Gnaegi concernent la Romande Énergie, qui suit une logique régalienne car nous détenons des actions d'une entreprise propriétaire du réseau par lequel transite l'énergie. Tout comme certaines communes possèdent leurs propres services industriels. Cela est considéré comme une mission de service public, indépendamment du fait que cela génère un rendement ou non.

D'ailleurs, le fait que ces participations rapportent ou non n'a aucune incidence sur le traitement comptable prévu par MCH2 dans le compte de charges et de produits, le résultat sera traité ailleurs, mais de manière équivalente. Enfin pour l'autre point soulevé, les actions de la CGN, on aurait pu envisager de les classer dans le patrimoine administratif si, par exemple, nous disposions d'un débarcadère à Buchillon. C'est la raison pour laquelle elles figurent plutôt dans le patrimoine financier.

Je précise enfin que, indépendamment de toutes ces explications, ce classement n'a aucun impact sur le traitement du résultat dans le compte de charges et profit de la Commune, ni sur l'attribution dans le bilan.

Jean Gnaegi : Merci c'est intéressant d'avoir ces explications. J'ai encore une dernière question de détermination. En page 6, on voit une série de réserves dont une intitulée « Dépréciation des créances ». Ne devrait-on pas plutôt parler de « Réserve pour dépréciation des créances » ?

Jean-Pierre Mitard : Ce tableau dont vous parlez et celui qui nous a été transmis par le Canton et qui en a fixé la terminologie, nous ne sommes pas permis d'en modifier le contenu.

François Gabella : Je reviens sur le fond évoqué dans le préavis avec deux questions. Ce nouveau règlement est salubre car il force à une certaine discipline et une transparence par rapport à la gestion de ces fonds et je pense que c'est bien vu. La Commune de Buchillon fait partie des communes qui est les plus conservatrices par rapport à la gestion de ses réserves. Mais à partir du moment où ces différents règlements vont poser des problèmes d'attributions on va s'enfermer dans une certaine discipline, s'il s'avère que l'un de ces fonds est par exemple surdimensionné, il faudra le dissoudre pour réduire la réserve.

J'ai deux questions. Premièrement, cela risque-t-il de limiter la liberté de la Commune à soutenir sa stabilité financière avec une certaine liberté ?

Et deuxièmement, dans l'éventualité où on aurait été trop conservateurs et que nous devrions dissoudre ces réserves cela pourrait-il avoir un impact sur le compte de résultat et ultérieurement sur la péréquation ?

Jean-Pierre Mitard : Je souhaite apporter quelques précisions pour que les choses soient claires pour tout le monde. D'abord, ces réserves ne représentent pas du cash, mais des réserves comptables. Ensuite, nous avons créé ces différents fonds en veillant à éviter tout saupoudrage, tout en maintenant une certaine diversification.

En effet, si ces réserves n'étaient pas réparties comme proposé ici entre huit fonds distincts, elles seraient automatiquement versées dans la réserve de politique budgétaire. Or, cette dernière pourrait devenir, à terme, à une sorte « D'oreiller de paresse » de la Commune, d'un point de vue comptable, et non de trésorerie, ce qui n'est pas souhaitable. Nous avons tout de même conservé dans cette réserve de politique budgétaire un montant significatif, en cohérence avec le montant actuel du fonds « Factures sociales et péréquations » afin d'assurer une certaine continuité.

Le système MCH2 n'avait pas prévu que des communes puissent se retrouver dans une situation financière comme la nôtre, avec un tel niveau de réserves. Nous adoptons une politique conservatrice, mais qui fait sens. Comme pour les fonds de rénovation, que nous alimentons depuis la création de Luna et d'Etoy-Sud, nous poursuivons la même logique : ne pas diluer ces moyens dans une réserve générale, mais les affecter à des projets concrets et à des fonds de rénovation pour les investissements à venir. C'est simplement la continuité de ce qui existe aujourd'hui.

François Gabella : Merci.

Plus personne ne prend la parole, le Président clôt la discussion et passe au vote sur l'amendement proposé par Carl Kyril Gossweiler.

Beat Schmied : Qui aimerait inclure l'amendement de Carl Kyril Gossweiler ?

Le Président passe au vote.

L'amendement sur le préavis municipal N°07/2025 de Carl Kyril Gossweiler est refusé avec 18 avis contre, 1 voix pour et 1 abstention.

Le Président passe au vote sur le préavis.

Le Conseil communal de Buchillon lors de sa séance du 7 octobre 2025 :

- vu le préavis municipal N°07/2025 et ses annexes
- ouï le rapport de la Commission des finances
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

Décide à l'unanimité :

1. D'adopter la Reclassification comptable des immobilisations dans MCH2 dès le 1er janvier 2026, telle qu'elle figure en annexe 2 au présent préavis et dont elle fait partie intégrante ;
2. D'adopter les Dissolutions et affectations des réserves lors du passage à MCH2 au 1er janvier 2026, telles qu'elles figurent en annexe 3 au présent préavis et dont elles font partie intégrante ;

3. D'adopter le Règlement du fonds de rénovation Etoy-Sud, tel qu'il figure en annexe au présent préavis et dont il fait partie intégrante ;
4. D'adopter le Règlement du fonds de rénovation Luna, tel qu'il figure en annexe au présent préavis et dont il fait partie intégrante ;
5. D'adopter le Règlement du fonds de rénovation de Lessert 4, tel qu'il figure en annexe au présent préavis et dont il fait partie intégrante ;
6. D'adopter le Règlement du fonds de rénovation Deux-Communes 17, tel qu'il figure en annexe au présent préavis et dont il fait partie intégrante ;
7. D'adopter le Règlement du fonds de préfinancement du projet de LUP 49, tel qu'il figure en annexe au présent préavis et dont il fait partie intégrante ;
8. D'adopter le Règlement du fonds de préfinancement de l'Éclairage Public, tel qu'il figure en annexe au présent préavis et dont il fait partie intégrante ;
9. D'adopter le Règlement du fonds de préfinancement Sports & Loisirs, tel qu'il figure en annexe au présent préavis et dont il fait partie intégrante ;
10. D'adopter le Règlement du fonds de préfinancement PECC, tel qu'il figure en annexe au présent préavis et dont il fait partie intégrante.

Jean-Pierre Mitard : Le boursier se joint à moi pour vous remercier de votre confiance.

8. Préavis municipal N°08/2025 relatif à l'arrêté d'imposition pour l'année 2026

Gabriel Mercier rapporte pour la Commission des finances.

Le Président ouvre la discussion sur le préavis.

François Gabella : La commission a évoqué à plusieurs reprises les termes de « confortable » et de « sain » mais sans éléments chiffrés. Ma question est la suivante : si l'on passe d'un taux de 52 % à 50 % ou 54 %, quelle serait la différence sur les revenus de la Commune ? Devons-nous nécessairement maintenir cette situation qualifiée de confortable, ou pourrions-nous envisager un ajustement plus proche de nos besoins immédiats ?

Jean-Pierre Mitard : C'est un fait, plus la Commune s'écarte de la moyenne cantonale, plus elle est pénalisée par le système péréquatif et la facture sociale.

François Gabella : C'est le taux ?

Jean-Pierre Mitard : Pour simplifier, on peut parler du taux, car il correspond également au point fiscal. Baisser le taux d'imposition de Buchillon reviendrait à ce que la Commune paie davantage au Canton. À l'inverse, une légère augmentation permettrait de bénéficier proportionnellement d'un retour supérieur à la hausse du point d'impôt. Même si la situation financière actuelle est saine, il suffirait de peu pour que la situation bascule d'un côté ou de l'autre. Il sera d'ailleurs intéressant d'observer, à posteriori, l'impact réel du mode de calcul de la péréquation intercommunale vaudoise sur les comptes communaux.

Pour conclure, je rappelle que la demande de baisse du taux, compréhensible du point de vue des contribuables, doit être envisagée avec prudence. Une diminution entraînerait un risque important pour la Commune. Depuis l'ancienne législature, le taux est passé de 55 % à 52 %, ce qui représente un avantage réel pour les contribuables de 3 %, un niveau très favorable et quasi unique dans le Canton. Aujourd'hui, Buchillon figure parmi les quatre communes les plus attractives du Canton. À ce titre, il me semble judicieux de maintenir le taux actuel et tant que cette approche sera conservée pour les futures législatures, la Commune ne pourra que s'en réjouir.

Jean Gnaegi : Je vais essayer de corriger un tout petit peu notre Syndic. En chiffre rond, si on augmente le taux d'imposition de 2 points, on les garde pour nous en revanche si on baisse le taux d'imposition ces 2 points on doit les payer intégralement à la péréquation. J'avais fait une simulation.

Jean-Pierre Mitard : Je ne suis pas sûr que cela revient à exactement 100% avec l'augmentation du taux d'imposition.

Jean Gnaegi : J'ai fait cette simulation l'an dernier en décembre, alors effectivement ce n'est pas à 100% mais à 90%.

J'aimerais apporter un complément au rapport de la Commission. Celle-ci mentionne dans son rapport que les recettes liées aux logements d'Etoy-Sud s'élèvent à CHF 1,8 million, ce qui est exact. Toutefois, il ne s'agit pas uniquement de recettes, il existe également des dépenses ainsi que des attributions aux fonds de réserve.

Il est donc pertinent de présenter plusieurs niveaux de lecture. D'une part, l'apport réel en trésorerie est de l'ordre de CHF 1,2 million, une fois les dépenses déduites des recettes brutes. D'autre part, si l'on considère le rendement net, en tenant compte des mises en réserve, on arrive à environ CHF 700'000.-.

Le chiffre de CHF 1,8 million pris tout seul reste théorique. Puisqu'il s'accompagne à la fois de dépenses à couvrir et de montants placés et demeurent utilisées dans la trésorerie communale.

Plus personne ne prend la parole, le Président clôt la discussion et passe au vote sur le préavis.

Le Conseil communal de Buchillon lors de sa séance du 7 octobre 2025 :

- vu le préavis municipal N°08/2025
- ouï le rapport de la Commission des finances
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

Décide à l'unanimité :

1. D'adopter l'arrêté d'imposition pour l'année 2026 tel qu'il figure en annexe au présent préavis et dont il fait partie intégrante.

Jean-Pierre Mitard : Je vous remercie pour votre confiance.

9. Divers et propositions individuelles

Jean Gnaegi : J'aimerais intervenir au sujet du PACom. Il s'agit de l'un des dossiers les plus importants qu'un Conseil communal ait à traiter, tant par l'ampleur du travail réalisé que par les conséquences qui en découlent.

La Municipalité a souhaité faire adopter son préavis lors d'une séance supplémentaire tenue le 11 février de cette année, ce qui a laissé peu de temps à la Commission d'urbanisme et au Conseil pour examiner un dossier de cette importance. La Commission a ainsi dû traiter le dossier dans l'urgence.

Le PACom aurait dû être adopté depuis longtemps et est aujourd'hui en retard par rapport aux délais initiaux fixés par le Canton. Ce retard a des répercussions concrètes : plusieurs projets de construction sont bloqués ou ralentis, notamment le projet de LUP sur la parcelle 49 ainsi que la création de LADA à Buchillon.

Lors de l'adoption du préavis par le Conseil, la Municipalité via son Syndic avait déclaré : « La prochaine étape pour la Municipalité consistera, une fois le dossier transmis dans les prochains jours au Canton, à s'assurer que celui-ci suive le projet de près afin qu'il puisse être validé d'ici la fin de l'année et entrer en vigueur avant la fin de la législature. » Or plus de six mois se sont écoulés depuis l'envoi du dossier au Canton.

Mes questions à la Municipalité sont les suivantes :

- La Municipalité a-t-elle reçu une prise de position du Canton relative au PACom ? J'ai compris que non.
- Si ce n'est pas le cas, la Municipalité est-elle intervenue auprès de la DGTL pour connaître l'état d'avancement du dossier ?
- La Municipalité a-t-elle la possibilité d'intervenir au niveau politique, auprès du Conseil d'État, afin que son objectif de clore ce dossier avant la fin de la législature puisse être atteint ?

Je souligne ce point car il s'agit d'un dossier énorme dans lequel plusieurs municipaux se sont fortement investis, en particulier notre Syndic et il est regrettable pour une commune d'avoir à subir la pression exercée par le Canton.

Jean-Pierre Mitard : Je tiens à souligner que certes je me suis impliqué dans ce dossier qui a été mené par mon collègue Lawrence Breitling. Les négociations finales avec le Canton sont menées en binôme, tout comme l'avait été la levée des oppositions.

À la question de savoir si une prise de position du Canton a été reçue, la réponse est non, comme cela a déjà été mentionné dans les communications de Lawrence Breitling. En revanche, la Municipalité est bien intervenue auprès de la DGTL afin de faire le point sur l'état d'avancement du dossier.

Pour rappel Lawrence Breitling et moi avons rencontré la DGTL et le service de l'aménagement du territoire au mois de mars afin de présenter le projet de PACom. À l'issue de cette séance, il avait été convenu que nous reprendrions contact à la fin de l'été, ce que nous avons bien entendu fait en proposant un nouveau rendez-vous à la

DGTL. Celle-ci n'a toutefois pas jugé nécessaire d'y donner suite. Dans cette mesure, la deuxième partie de ta question prend tout son sens, faut-il désormais intervenir au niveau politique ? C'est une question que nous nous sommes déjà posés et que nous continuons à nous poser.

Si je comprends bien votre question, il s'agit de savoir si nous devons contacter les autorités politiques cantonales. C'est une réflexion que nous mènerons au sein de la Municipalité. Ce que je retiens toutefois, c'est que vous nous donnez un feu vert pour reprendre contact avec le Canton. Compte tenu de l'importance de ce dossier et de la fin de la législature qui approche, il est probable que nous le fassions, même si je ne souhaite pas anticiper la décision formelle de la Municipalité.

François Gabella : Juste pour bien comprendre, ils n'ont pas jugé ce rendez-vous nécessaire. Mais normalement, lorsqu'on pose ce genre de question, on s'attend au moins à obtenir une indication sur le moment où le dossier sera traité ? D'autant plus que nous avons suivi les conseils qui nous avaient été donnés et adapté le projet en conséquence.

Jean-Pierre Mitard : Lors de la séance tenue au mois de mars avec la DGTL et le service de l'aménagement du territoire, étaient présents notamment le directeur général de la DGTL ainsi que le chef du service de l'aménagement, en plus des responsables directement impliqués dans le dossier. À cette occasion, les délais avaient été abordés et il avait été convenu que la Commune recevrait des nouvelles du Canton à la fin de l'été ou au début de l'automne. Dans cet esprit, la Municipalité a relancé la DGTL à la période convenue et a proposé un rendez-vous afin de faire le point sur le dossier. Toutefois, aucune information n'a été transmise quant à l'avancement du traitement de celui-ci.

Jean Gnaegi : Ça veut dire que le dossier n'avance pas au Canton ?

Jean-Pierre Mitard : C'était une manière un peu pessimiste de voir les choses. La vision plus optimiste, c'est peut-être que le dossier avance, mais qu'ils ne souhaitent pas encore nous le dire. Concrètement, nous n'avons aucune information sur son état d'avancement, et juridiquement, nous n'avons rien à exiger du Canton : c'est à son bon vouloir de nous informer. Une fois le dossier vérifié, il est redistribué à une dizaine de services concernés. L'aménagement du territoire centralise ensuite leurs réponses, mais, d'expérience, même si neuf services sur dix ont répondu, ils ne nous diront pas lequel manque encore.

Jan Krasnodebski : Je tiens à vous remercier, en mon nom et au nom de nombreux habitants du quartier pour le nouvel aménagement piéton.

Ariane Lienhard : Le vendredi 31 octobre aura lieu la fête d'Halloween au refuge de Buchillon, venez nombreux avec ou sans enfants.

Beat Schmied : La prochaine séance du Conseil communal aura lieu le 2 décembre.

La parole n'étant plus demandée, le Président lève la séance à 21h24.

Au nom du Conseil communal

Le Président :

Beat Schmied



La Secrétaire :

Sandra Breitling

Clause de révision simplifiée – Règlements des fonds MCH2

La clause suivante est proposée pour être insérée à la fin des règlements des huit fonds prévus dans le cadre du passage à MCH2, selon le préavis municipal n° 7/2025. Elle vise à garantir la souplesse de gestion tout en assurant la légitimité démocratique des modifications futures.

Formulation normalisée de la clause de révision

Art. X – Révision

Le présent règlement peut être modifié par décision du Conseil communal à la majorité simple, sur proposition de la Municipalité ou d'une initiative émanant du Conseil, conformément aux dispositions de la loi sur les communes.

Les modifications purement formelles, telles que des corrections de forme, des ajustements de libellé ou de références légales, peuvent être apportées par le Conseil communal sans procédure de préavis formel, sous réserve de conformité au droit supérieur.

Toute modification reste soumise à l'approbation des services compétents du Canton, lorsque celle-ci est requise.

Formulation de l'amendement Gossweiler

Le Conseil communal de Buchillon, vu le préavis n° 7/2025 relatif à l'adoption des règlements de fonds selon le modèle MCH2, décide, sous réserve de l'acceptation des services compétents du Canton le cas échéant, d'amender chacun des règlements listés ci-dessus comme suit :

« Ajouter à la fin de chaque règlement l'article suivant : [Art. X – Révision, tel que formulé ci-dessus] »

Cet ajout vise à assurer une gestion plus souple et réactive des fonds communaux, dans le respect des compétences du Conseil communal.

Liste des fonds concernés par l'intégration de cette clause

- Règlement du fonds de rénovation Etoy-Sud
- Règlement du fonds de rénovation LUNA
- Règlement du fonds de rénovation de Lessert 4
- Règlement du fonds de rénovation Deux-Communes 17
- Règlement du fonds de préfinancement LUP 49
- Règlement du fonds de préfinancement de l'Éclairage Public
- Règlement du fonds de préfinancement Sports & Loisirs
- Règlement du fonds de préfinancement PECC



Carl Kyril Gossweiler
Buchillon, le 7 octobre 2025